

*Attribution de temps*

Cependant, monsieur le Président, ce qu'il faut bien dire à ce moment-ci, c'est qu'il est vrai que nous avons un déficit important, un déficit qui fait froncer les sourcils, mais dans une période difficile comme celle que nous traversons, c'est peut-être le moment pour le gouvernement d'utiliser l'argent emprunté pour le dépenser dans des projets concrets qui vont servir à plusieurs générations. Qu'on se rappelle ce que les États-Unis ont fait en période de crise! Qu'on se souvienne du gouvernement Roosevelt, qui avait justement au moment de la dépression investi dans des infrastructures de base qui servent encore en 1983, même si ces travaux ont été effectués au cours des années 1930 et 1940.

Voilà un premier exemple: dans l'Est du Québec, en Gaspésie entre autres, on attend un programme de relance économique qui a été annoncé en 1982 par le très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau), et les fonds qui seront empruntés permettront justement d'investir plus de 100 millions de dollars dans cette région afin de donner la possibilité à ceux qui connaissent le pire taux de chômage au pays d'avoir des infrastructures qui vont durer et donner vraiment aux jeunes l'occasion d'établir une structure d'opération longue et prospère.

Souvent, la difficulté pour les députés qui sont à la Chambre, c'est qu'on compare avec sa propre circonscription. Si on se compare avec Vancouver, avec Montréal ou avec Toronto, on s'aperçoit que l'ensemble des services sont là, et que les gens ont à ces endroits à peu près tout ce qu'ils veulent pour travailler et se récréer. Mais si on examine les régions des extrémités du pays, que ce soit au sud, à l'est ou à l'ouest, on s'aperçoit que depuis bien des années, ces endroits-là ont été négligés pour toutes sortes de raisons. Et pourtant, ces gens ont le droit comme les autres de développer leur région. Alors le programme de la Gaspésie est évalué aux environs de 100 millions de dollars, et on peut construire des quais, des aéroports, permettre la reprise des pêches dans cette région, être concurrentiels au niveau des marchés et offrir aux jeunes un avenir intéressant.

Il en est de même pour le rapport Kirby qui a été présenté à la Chambre il y a déjà quelques semaines, et qui contient 57 recommandations. Il formule des hypothèses de travail qui demandent concrètement l'injection de 200 millions de dollars pour que l'industrie de la pêche dans l'Est du Canada soit concurrentielle de façon à permettre la création d'emplois et l'accès à des marchés nouveaux. Voilà des secteurs qui sont concrets. De plus, dans les régions de l'Est du Canada, il existe des manques au niveau de l'infrastructure, et c'est ce que nous allons combler avec les sommes qui sont demandées au Parlement.

Monsieur le Président, qu'on examine simplement la situation au niveau des aéroports pour la circonscription de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine, l'aéroport des Îles-de-la-Madeleine, qui depuis des années a été laissé à l'abandon. Alors déjà, depuis un certain temps, le ministère des Transports immobilise à coups de millions de dollars aux Îles-de-la-Madeleine afin d'avoir un aéroport qui soit acceptable aux usagers et aux compagnies aériennes, pour que les gens puissent entrer et sortir, et que l'activité économique se développe dans ce secteur-là. On retrouve la même chose au niveau des aéroports en Moyenne-Côte-Nord et en Basse-Côte-Nord, que ce soit l'aéroport d'Havre-St-Pierre, l'aéroport de Chèverie ou celui de Lourdes-du-Blanc-Sablon, des aéroports qui n'existaient

pratiquement pas, monsieur le Président. Et évidemment, un aéroport de 3,500 pieds coûte en moyenne de 4 millions de dollars à 4.5 millions de dollars. On a donc besoin d'argent à ce stade-ci pour construire ces infrastructures-là. Alors si nous empruntons, monsieur le Président, ces infrastructures pourront durer pendant 10, 15 et 20 ans. C'est cela qu'il est important de considérer. Si l'argent était emprunté simplement dans l'intention de payer des comptes courants, cela serait inacceptable, mais l'argent va servir pour des immobilisations. Donc, cela devient un capital très important ainsi que de l'actif pour le pays.

Au niveau des quais, monsieur le Président, c'est la même chose. Dans l'Est comme dans l'Ouest, il existe des structures qui ont été abandonnées, et les gens veulent participer à l'essor économique du pays, et ils ont besoin d'infrastructures. Alors, nous pourrions, grâce à des crédits, permettre non seulement d'améliorer les infrastructures déjà existantes, mais en créer pour qu'encre encore là des secteurs vitaux de l'économie puissent se développer.

Tantôt j'expliquais que peut-être le plus grand drame de ce Parlement, c'est d'avoir du côté de l'opposition des députés qui sont en déficit dans le domaine des idées. Donc, ce que le peuple canadien demande, ce n'est pas de parler de déficit, mais d'examiner les défis possibles à partir de la situation actuelle. Si l'on se compare avec les États-Unis, avec la France, ainsi qu'avec la Grande-Bretagne, on s'aperçoit que les problèmes sont les mêmes. Ce qui est important à ce stade-ci, c'est de gérer la décroissance, de gérer la crise de façon que l'on puisse en sortir le plus honorablement possible au niveau des citoyens ordinaires, au niveau des citoyens corporatifs et au niveau du gouvernement.

Donc, je crois que si l'on est le moins sérieux du côté de l'opposition, on devrait être beaucoup plus en mesure de proposer des solutions, de faire preuve d'imagination, parce que ce dont on a besoin au pouvoir, c'est de l'imagination pour être en mesure justement de relancer l'économie. Tout ce qu'on fait, dans l'opposition, c'est de rabâcher les mêmes thèmes, d'improviser toujours sur des choses hypothétiques et de ne jamais asseoir de solutions, ce qui est important. J'espère qu'au niveau du parti progressiste conservateur, le congrès à la direction nous permettra d'entendre des solutions originales pour que le pays puisse accéder à la prospérité et la maintenir. Quand on compare le Canada avec d'autres pays, et je vois les députés de l'opposition qui ont visité d'autres pays, on s'aperçoit que le Canada se tire très bien de la crise, et ce dans des conditions similaires. Il est toujours facile de tenter de faire peur aux gens en imaginant les pires catastrophes.

Monsieur le Président, je crois que le pire de la crise est passé et que nous devons tabler sur l'avenir, et que les sommes qui sont requises actuellement par le Parlement vont permettre justement de réaliser ce que les partis de l'opposition et les députés des deux côtés de la Chambre demandent, c'est-à-dire la création d'emplois et la relance économique.

Monsieur le Président, sur la Côte-Nord, il existe des projets qui sont en attente depuis des années, lesquels pourront être financés grâce aux fonds demandés actuellement. Qu'on pense au projet de Pointe-Noire, qu'on pense au parc de pêche de Port-Cartier, qu'on pense même aux services que le gouvernement fédéral rend actuellement à Schefferville en payant les